
Sir Julian Huxley et le lancement du WWF

Sir Julian Huxley, frère du célèbre écrivain, que nous avons déjà rencontré parmi les collaborateurs de la SEC, reçut la tâche, à partir des années 40, de trouver une structure internationale qui englobe la myriade de clubs et de sociétés de protection de la nature déjà existantes sous une tête unique. En 1948, exploitant sa position de directeur général de l'UNESCO, sir Julian lança l'idée d'une organisation mère pour tous les mouvements écologistes : il la réalisa sous le nom d'Union internationale pour la protection de la nature (UIPN), qui fut fondée en septembre 1948 à Fontainebleau. Les raisons qui le motivaient étaient les suivantes, telles qu'il les exposa dans son discours de Fontainebleau :

«A long terme, le problème démographique est plus important que celui de la guerre et de la paix (...) parce que l'homme a commencé à se répandre sur la planète comme un cancer. (...) Dans tous les pays en voie de développement, le niveau d'intelligence baisse à chaque nouvelle génération. (...) La qualité est l'ennemie de la quantité (...) Le progrès médical et l'assistance sociale ont fait apparaître un affaïssissement du processus de sélection naturelle qui aura des conséquences dégénératives. (...) Il faut une politique démographique positive qui impose un contrôle des naissances chez les gens de qualité inférieure et une procréation bien ajustée chez les gens de qualité supérieure.»

Trois années seulement après la condamnation de l'eugénisme nazi à Nuremberg, les mêmes idées, sous la forme d'une «politique démographique positive» réapparaissent à la tête de l'Unesco ! Dix années plus tard, l'UIPN changeait de nom, mais non de but, et devenait l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), organisation affiliée à l'Onu et dotée d'une énorme influence à l'échelle internationale. En font partie plus de 400 membres qui représentent une cinquantaine de gouvernements, plus de cent institutions gouvernementales et environ 300 organisations privées. Elle dispose d'un groupe international de plusieurs centaines de scientifiques, qui travaillent au sein de ses commissions. Avec d'autres organismes de l'Onu, la FAO, le PNUE et l'Unesco, elle forme le Groupe de conservation de l'écosystème, un bureau consultatif de l'Onu. De cette façon, tous les secteurs d'intérêt malthusiens sont couverts. Avec la création de l'UICN et des organismes qui lui sont associés, le mouvement écologiste dispose d'un véritable centre de recherche mondial capable d'influencer la politique de gouvernements nationaux, voire de continents entiers.

Cependant, en cette période de reconstruction et de développement industriel, les résistances internationales sont encore très fortes, ce qui allait amener les malthusiens à trouver d'autres formes. Le responsable de l'UICN et directeur du groupe anglais Nature Conservation, Edward Nicholson, déclarait à ce propos : «Nous laissons derrière nous la période de propagande, de sentimentalisme et de généralisations pour en arriver aux véritables problèmes.» Comme l'avait déjà compris Campagnolo, l'Onu était trop conditionnée par des compromis intergouvernementaux ; c'est pourquoi Huxley et Nicholson se virent contraints de renforcer le travail de l'UICN par des initiatives privées agissant comme un brise-glace ouvrant la voie. Après avoir déploré le fait que l'UICN n'ait pas de base sûre au niveau financier, Huxley eut une série de rencontres avec le prince Bernhard de Hollande, souhaitant «des actions qui aillent au-delà des combats d'arrière-garde. (...) Il faut mettre ensemble des experts ayant une expérience financière, juridique, des compétences en organisation et en relations publiques.»

De ces considérations naquit en 1961 le World Wildlife Fund (WWF) qui devait opérer parallèlement à son organisation sœur, l'UICN. Le président sera l'un des initiateurs, le prince Bernhard de Hollande. Nous avons déjà vu qu'outre le groupe de Bilderberg, celui-ci présidait aussi la Fondation culturelle européenne, à laquelle il avait donné naissance. Bernhard de Hollande a joué un rôle crucial au sein de l'oligarchie européenne pour opérer un changement de phase : l'ennemi n'est plus tant le communisme international ou l'empire soviétique, mais bien « *le progrès technique, industriel et économique, de même que le développement social et politique [qui] menacent la nature dans toutes les régions du monde (...) La pollution sera un danger plus grand que la possibilité d'un conflit à l'échelle mondiale.* » (Discours pour l'inauguration de la branche allemande du WWF, en 1964.)

Voilà donc l'ennemi clairement identifié : le progrès technique industriel économique et social et le développement social et politique. Pour le prince Bernhard, la nature n'est qu'un prétexte et ce qu'il cherche en réalité à défendre, c'est bien la permanence d'une structure sociale oligarchique, l'ordre établi. Cette même vision se retrouve chez des naturalistes comme Robert Hainard ou Teddy Goldsmith.

En 1977, John Hugo Loudon, Knight Commander de l'Ordre impérial britannique, directeur de la Royal Dutch Shell, gérant de la fondation Ford, principal conseiller de la Chase Manhattan Bank, etc., succède à la présidence du WWF, remplaçant ainsi le prince Bernhard devenu trop encombrant après son implication dans le scandale Lockheed. Peu après, c'est une autre tête couronnée, le prince Philip d'Angleterre, qui reprend les destinées du WWF, devenu entre-temps le Worldwide Fund for Nature (voir au sujet du WWF en p.56).

L'un des buts fondamentaux du WWF est de « fournir des informations à la presse mondiale et aux médias de masse », ce qui, vu l'influence de ses dirigeants, signifie un véritable ordre de marche pour une diffusion plus intense des idées écolo-malthusiennes.

L'Institut Aspen et la société postindustrielle

Comme nous l'avons vu avec le prince Bernhard, les dirigeants du WWF et d'autres organisations écologistes ou à buts de « transformation sociale » forment entre eux une toile d'araignées dans laquelle on retrouve souvent les mêmes noms, occupant plusieurs rôles ou charges.

L'un des fils les plus importants de cette toile nous mène à l'Institut Aspen, fondé et dirigé pendant une longue période par le pétrolier et financier américain Robert O. Anderson, président de la firme Atlantic Richfield (ARCO). L'Institut possède un centre dans le Colorado et un autre à Berlin pour l'Europe occidentale. La spécialité de l'Institut Aspen consiste à organiser des rencontres et séminaires, généralement semi-secrets, qui rassemblent des représentants de gouvernements, des politiciens, des chefs d'entreprises et des experts sur des thèmes tels que « la solution aux problèmes qui naissent de la croissance économique et technologique incontrôlée ». Parmi les figures clés de l'Institut Aspen, on trouve le Canadien Maurice Strong, qui allait jouer un grand rôle dans toutes les institutions internationales traitant de l'environnement. A l'époque, il était « simplement » président de Petro-Canada. On trouve également Robert McNamara, John McCloy et bien d'autres noms de l'establishment américain. Les principales voies du parcours de l'Aspen furent tracées lors de la réunion fondatrice de 1948, par le président de l'université de Chicago, Robert Hutchins. Ami intime de Bertrand Russell, Hutchins représente l'expression « libérale » du

gnosticisme américain, où il est considéré comme le parrain de Robert Anderson. Dans son discours d'ouverture à la fondation de l'Aspen, Hutchins disait :

«S'il est possible d'appliquer l'énergie atomique à des buts pacifiques, nous pourrions avoir plus de temps libre. L'énergie atomique pose donc à l'humanité ce choix terrible : si nous allons en guerre, nous sautons tous en l'air ; si nous maintenons la paix, nous nous ennuyons à mort (...). Etant donné qu'il n'existe aucune défense possible contre les bombes atomiques, cette adoration tribale qu'est la véritable définition du patriotisme est pire que de la stupidité, c'est du suicide.»

On le voit, la mentalité est la même que l'oligarchie des siècles passés : contre toute innovation technologique. On était à peine à l'aube de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire qu'Hutchins la condamne, au motif qu'en fournissant de l'énergie à bon marché, elle réduisait la quantité de travail humain nécessaire et créait plus de temps libre.

C'est dans les années 60 que fut lancée une autre grande campagne malthusienne, avec l'apparition aux Etats-Unis du terme «société postindustrielle», conjointement avec la campagne du président Johnson pour la «grande société». C'était la riposte des cercles malthusiens au programme «Atomes pour la paix» du président Eisenhower et à l'enthousiasme qu'avait suscité le programme de conquête spatiale de l'administration Kennedy.

La stratégie malthusienne s'est développée de façon parallèle aux soubresauts de la crise économique qui a détruit, par ondes successives, l'ordre économique et financier de l'après-guerre. Crise de la livre sterling en 1967, découplage or-dollar de 1971, crise pétrolière de 1973-1974, pour en arriver à la dérégulation financière et à la création d'une gigantesque bulle spéculative qui entrave aujourd'hui les économies physiques occidentales. En outre, cette période vit la disparition tragique des chefs d'Etat qui, sous une forme ou une autre, s'étaient opposés à la subversion malthusienne : assassinat de John Kennedy et élimination politique de Konrad Adenauer en 1963, assassinat d'Enrico Mattei en 1962. Charles de Gaulle, qui avait survécu à cinq attentats, restait le seul chef d'Etat à se battre pour la souveraineté nationale appuyée sur le développement industriel et l'indépendance militaire, à attaquer les plans fédéralistes impériaux contre le progrès.

En 1963, la Nasa signait un contrat d'études avec l'Institut Tavistock de Londres pour évaluer l'impact de la conquête spatiale sur la population américaine. La plus grande partie de l'étude commandée par la Nasa est restée secrète. On peut cependant avoir une idée de son contenu en lisant ce qu'écrit Anatol Rappoport, rédacteur en chef de la revue de l'Institut Tavistock. Dès 1966, il critique la quantité excessive d'ingénieurs et de scientifiques produite par le programme spatial (c'était un but spécifiquement visé par l'administration Kennedy que de reconstituer un vivier de cadres scientifiques autour de l'espace). Il se lamente du fait que ceux-ci ont tendance à se reproduire plus vite que les autres couches de la société et que l'ensemble du programme spatial avait eu un impact profond sur les valeurs de la société américaine. Rappoport semble particulièrement bouleversé par le fait que les étudiants américains, du primaire au doctorat, se passionnent pour les secrets de la propulsion balistique, des carburants, du décollage ou des opérations de récupération des astronautes. Et de fait, tous les enfants de cette époque voulaient devenir astronautes, un vent d'optimisme culturel et technologique balayait le monde entier, représentant une sérieuse menace pour la vision pessimiste que les malthusiens voulaient implanter.

C'est alors qu'en mai 1967, à Deauville, le comité scientifique et technique de l'Otan et le Foreign Policy Research Institute de Pennsylvanie (dirigé d'ailleurs par l'ambassadeur américain auprès de l'Otan, Robert Strauss) organisèrent la

«Conférence sur le déséquilibre et la collaboration technologique transatlantique». Parmi les participants, on trouvait Zbigniew Brzezinski, alors au conseil de planification politique du département d'Etat américain, Aurelio Peccei, chef du comité économique de l'Institut Atlantique de Paris, la succursale civile de l'Otan. De cette réunion et de celles qui lui succéderont sortiront deux livres : *L'Amérique dans l'ère technétronique* de Brzezinski et *Vers l'abîme* de Peccei. Le processus qui allait donner naissance au Club de Rome était lancé.

Certains se sont étonnés de voir l'Otan jouer un rôle aussi important dans la création des institutions qui allaient lancer le mouvement écolo-pacifiste, qui finira par s'attaquer à l'Otan. Mais la reconstruction malthusienne de la société ne pouvait négliger un secteur aussi important que celui de l'alliance militaire occidentale. Sur ce champ de bataille, les malthusiens manœuvraient pour opérer un changement de paradigme. Pour eux, il fallait passer de la doctrine militaire classique, qui considérait l'économie industrielle comme la ressource ultime de la victoire, à une nouvelle doctrine MAD (Mutually Assured Destruction) qui était complètement découplée des réalités économiques et technologiques. Ce changement de doctrine est arrivé en Amérique via les stratèges responsables de la guerre du Vietnam, qui participaient tous de cette dernière forme de pensée, de McNamara aux généraux Draper et Taylor, en passant par le général Alexander Haig. En 1967, l'Otan créa la section des questions scientifiques, qui incluait une sous-section intitulée «Facteurs humains» ; en 1969 fut constitué le Comité sur les défis des sociétés modernes, ainsi que son sous-comité «Energie et environnement», qui se destina immédiatement à l'étude de l'énergie solaire et autres énergies alternatives. Ainsi, l'Otan passait peu à peu d'un appareil principalement militaire à une structure remplie de sociologues, de psychologues et autres anthropologues, structure qui prenait de plus en plus de place dans l'élaboration des directives politiques, économiques et militaires. C'est en substance cette structure bureaucratique supranationale que de Gaulle avait cherché à éviter en faisant sortir la France de l'Otan, tout en restant au sein de l'alliance militaire.

Brzezinski présentait ainsi le nouveau cours historique : «Une fracture dans trois directions entre trois systèmes de vie : le rural arriéré, l'urbain industriel et le technétronique.» Ceci aggravait le différend qui existait déjà entre l'Europe et les Etats-Unis et «menaçait» la cohérence de l'Alliance atlantique. Donc, intervenait Peccei, pour supprimer ce différend entre l'«ère d'IBM» (les Etats-Unis) et l'«ère de General Motors» (l'Europe), le vieux continent devait se réorienter vers la «société de l'informatique» postindustrielle. Il fallait offrir au Pacte de Varsovie une «convergence avec l'Alliance atlantique comme alternative à l'explosion», convergence qui devait se régler avec les instruments de gestion de crise et de la «planification mondiale». Pour ce faire, Brzezinski réclamait une «élite intellectuelle universelle» et une «superculture mondiale» qui, grâce au «réseau de communications électroniques» pourrait stabiliser un «régionalisme avec le respect dû à la signification symbolique de la souveraineté nationale». L'instrument idéal pour y arriver serait un «congrès mondial s'occupant des problèmes technologiques et philosophiques de l'ère nouvelle».

Naissance du Club de Rome

L'avant-garde de ce congrès mondial se réunit à Rome, en avril 1968 et donna naissance au Club de Rome. Participaient, outre Peccei, président fondateur, Alexander King, directeur général des affaires scientifiques de l'OCDE ; Hugo Thiemann, conseiller de Nestlé et président de l'Institut Bartelle de Ge-

nève ; Max Kohnstamm, bras droit du fédéraliste Jean Monnet ; Dennis Gabor, Nobel de physique britannique ; le banquier Jean Saint-Geours ; Bertrand de Jouvenel, des Futuribles ; Saburo Okita, économiste et directeur du Fond japonais d'aide extérieure ; Eduard Pestel, ministre de la Science et de la Culture de la Basse-Saxe (Allemagne). C'est la fondation Agnelli (groupe Fiat) qui finança cette première réunion.

Peccei raconte dans son autobiographie de 1974 (*La qualité humaine*) que le plan de cette nouvelle « caste de grand-prêtres », comme ils s'appelaient eux-mêmes, était étudié jusque dans ses moindres détails et se divisait en étapes successives : d'abord un grand choc culturel avec la manipulation sur l'idée de ressources limitées et de désastre imminent, puis la conquête de la citadelle du pouvoir politique et la subversion de la communauté scientifique (sur le modèle opératoire de Bertrand Russell) et enfin la réalisation, à partir de gouvernements nationaux ou d'institutions internationales, des projets de réduction de la population. Peccei écrivait :

« Notre dessein était d'organiser une opération de commando pour ouvrir une brèche dans la citadelle d'autocomplaisance dans laquelle la société s'était follement retranchée. (...) Les combattants de la guerre de Troie mirent dix ans avant de penser à leur fameux cheval qui pourrait leur ouvrir les portes de la ville ; heureusement, au Club de Rome, il nous fallut beaucoup moins de temps pour trouver notre cheval de Troie et conquérir une première position stratégique dans la grande bataille qui vient à peine de commencer. »

En 1967, dans la phase d'élaboration qui allait mener à la création du Club de Rome, Peccei eut une série de rencontres avec celui qui deviendra le numéro deux du club, Alexander King, avec McGeorge Bundy, ancien conseiller à la sécurité nationale de Kennedy, ainsi qu'avec le Dr Howard Perlmutter, directeur de la revue du Tavistock, et avec lord Solly Zuckerman, pour lancer une opération d'ouverture vers la Russie soviétique. De ces rencontres et échanges d'idées avec Djerman Gvischiani, gendre de Kossiguine, naquit le projet de la « convergence » avec le Pacte de Varsovie, qui se concrétisera en 1972 avec la création de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliquée (IIASA) et avec la Fédération mondiale des instituts pour les études avancées dont les sièges sont respectivement situés à Laxemburg, près de Vienne, et à Stockholm.

L'IIASA se concentrera sur l'analyse des systèmes au niveau mondial, variante informatisée de l'approche de l'économiste américain Wassily Leontief (père des tableaux d'entrées-sorties) autrement dit une vision statique et linéaire des problèmes économiques mondiaux, celle-là même qui sous-tendait le premier rapport *Halte à la croissance ?* du Club de Rome, dont nous parlerons plus loin. Le travail de l'IIASA se développera d'ailleurs en parallèle avec ce dernier, basé sur le même credo malthusien. Le professeur Jay Forrester, coauteur du rapport que nous venons de citer, déclarait en septembre 1981 à l'IIASA :

« L'analyse des systèmes traite exactement des mêmes thèmes que Malthus. (...) Les observations de Malthus étaient justes au moment où il les fit et elles le sont restées jusqu'à nos jours. (...) Le progrès technologique n'a pas banni les famines et les guerres. Au contraire, le progrès technologique a fait que des populations toujours plus grandes ont été soumises aux famines et aux guerres. »

L'IIASA est formée par seize pays, dont les principaux de l'OCDE. Le premier président était Gvischiani. Outre des fonds gouvernementaux (quoiqu'il fût officiellement, une organisation non gouvernementale), l'IIASA recevra des fonds du Programme des nations unies pour l'environnement, de la Fondation Volkswagen et de la Fondation Ford.

En 1982, le président Reagan, informé par ses services que l'IIASA s'était transformée en centre d'espionnage et d'infiltration d'agents de l'Est, et que le même Gvischiani détenait un poste important dans les services secrets russes, décidait de couper les fonds américains. La riposte vint immédiatement de l'Académie américaine pour les arts et la science, qui rassembla 2 millions de dollars de fonds privés (soit les deux tiers de la contribution américaine) pour combler le trou financier. Parmi les promoteurs de cette initiative, on retrouvait McGeorge Bundy et McNamara, ainsi que plusieurs scientifiques du groupe de Pugwash. Les bouleversements intervenus à l'Est ont fait oublier la question épineuse de l'espionnage soviétique à travers l'IIASA. Ce dernier continue à travailler à l'avant-garde de la problématique écologiste.

Le choc culturel et la crise pétrolière

Le cheval de Troie découvert par les malthusiens du Club de Rome, c'est la fable des ressources limitées, clamée à la face du monde avec force fanfares médiatiques à l'occasion de la publication du rapport *Halte à la croissance* ? Un groupe de dix-sept chercheurs du MIT, dirigé par Jay Forrester et Dennis Meadows est chargé par le Club de Rome de mener un travail de prospective sur «les dilemmes de l'humanité». C'est la Fondation Volkswagen qui finance l'essentiel de l'opération, qui comprend non seulement l'étude et sa publication simultanée en douze langues, mais aussi et surtout une vaste opération de relations publiques, visant à faire le maximum de bruit autour de la notion de «ressources limitées». Au total, le rapport a été traduit en trente langues et publié à douze millions d'exemplaires. Précisons qu'il a été présenté comme un rapport «au» Club de Rome plutôt qu'un rapport «du» Club de Rome

Pourtant, il n'y avait rien là de très nouveau. D'abord, on assigne d'autorité le qualificatif «fixe» au mot «ressource». Comme si le développement technologique ne changeait pas constamment la définition même d'une ressource. Que valait un baril de pétrole au Moyen Age ? Que valait le minerai d'uranium avant 1930 ? L'eau de mer, qui n'est pas aujourd'hui une ressource, pourrait le devenir avec l'avènement de la fusion thermonucléaire. De plus, les «systémistes» du MIT se trompèrent lourdement dans leurs équations linéaires. Conformément à ce qui allait devenir la pratique régulière en matière de fraudes écologistes, le modèle mathématique de la société mondiale ne fut diffusé qu'après la divulgation du rapport, ce qui rendait impossible toute critique scientifique. Mais le choc était déjà lancé, à la une des journaux, en déclarations catastrophistes dans les radios et télévisions. Les rétractations et les démentis des années suivantes ne parvinrent jamais à effacer l'angoisse hystérique que l'on avait imposé à la population mondiale.

Il faut dire que les chercheurs du MIT n'y allaient pas de main morte et donnaient des dates très précises sur les survenues de pénuries de ressources naturelles. L'or devait s'épuiser en 1984, le cuivre et le plomb en 1993, le mercure en 1983, le gaz naturel en 1994, le pétrole en 1992, l'étain en 1987 et le zinc en 1990. Pour l'uranium c'était «avant la fin du siècle».

Aujourd'hui, le Club de Rome et ses amis se défendent soigneusement d'avoir lancé l'idée de «croissance zéro». Dans un rapport du Club datant de 1991, *Questions de survie*, co-signé par Alexander King (président d'honneur) et Bertrand Schneider (secrétaire général), présentent ainsi la chose :

«[Ayant publié *Halte à la croissance* ?] le Club fut alors vivement critiqué pour s'être fait, affirmait-on, l'avocat de la «croissance zéro». Telle n'était pourtant nulle-

ment notre conviction. Nous reconnaissons pleinement le besoin de croissance matérielle dans les pays pauvres ; mais nous mettons en garde contre les conséquences d'une course irréfléchie à la croissance à-tout-va dans les pays industrialisés — à savoir l'épuisement des matières premières de base, la détérioration de l'environnement et la domination des valeurs matérielles dans la société».

Pourtant, dans les pages de conclusion de *Halte à la croissance ?*, rédigées par le comité exécutif du Club dont faisait partie Alexander King, on peut lire que «*de plus en plus d'hommes prendront conscience de la monstruosité de la croissance*». Et le titre même du rapport est suffisamment explicite, le point d'interrogation étant de pure forme. D'ailleurs, le mot d'ordre de la Conférence internationale organisée par l'Onu sur l'environnement, à Stockholm en juin 1972, était : «Une seule terre, halte à la croissance !» Le point d'interrogation avait été remplacé par un point d'exclamation. Le slogan de la croissance zéro était effectivement lancé et allait recueillir un grand succès dans la «deuxième gauche», auprès des écologistes et de tous ceux qui souhaitaient mettre fin à la civilisation industrielle et urbaine.

On aurait pu croire qu'ainsi copieusement ridiculisé, ses prédictions apocalyptiques ayant été contredites par les faits, le rapport Meadows disparaîtrait rapidement dans les oubliettes de l'histoire. Au contraire, ce rapport a servi de fondement à l'argumentation écologiste et est encore élogieusement cité, non seulement par la plupart des ténors écologistes, de Cousteau à Voynet, mais aussi par de nombreux responsables politiques, nationaux et internationaux.

Le premier rapport fut rapidement suivi d'autres. Le second fut préparé par Eduard Pestel, membre exécutif du Club, et par l'Américain Mihallo Mesarovic ; ils développèrent une analyse informatisée d'un «modèle mondial hiérarchiquement régionaliste», qui apparut en 1974 sous le titre *L'humanité à la croisée des chemins*. La citation placée en exergue était de A. Gregg : «Le monde a un cancer, et ce cancer c'est l'homme». La fondation Volkswagen avait mis 1 million de marks à la disposition du Club pour le premier projet et en octroya 700 000 pour le second. La publicité accordée aux thèses catastrophistes était immense et tout se passait comme prévu par Peccei : la tactique du cheval de Troie portait ses fruits.

L'influence des naturalistes

A ce point, il est intéressant de revenir en arrière. Car les chercheurs du MIT sont loin d'être des pionniers en matière de prédictions catastrophiques. En fait, dès les années 50, plusieurs auteurs ont tenté d'alerter les gouvernants et le grand public sur les déséquilibres écologiques qu'ils prétendaient constater. Dès l'après-guerre, le Suisse Robert Hainard et l'Américain Fairfield Osborn ont lancé leurs cris d'alarme. Ce sont deux naturalistes (Osborn est président de la Société zoologique de New York et Hainard est dessinateur et peintre naturaliste) qui ont structuré la pensée écologiste conservatrice. Nous nous attachons particulièrement à Robert Hainard, qui a fortement influencé toute une aile de l'écologie européenne et française (voir en p.49).

Robert Hainard est, comme Teddy Goldsmith, un chantre du naturalisme conservateur, dans la mesure où il refuse le volontarisme transformateur de l'humanisme issu de la Renaissance et défend l'ordre établi :

«Si j'aime tant la nature, c'est qu'elle est une immense structure où tout est étroitement lié, mais distinct, où tout est à sa place. Il faut rester à la sienne. Beaucoup

d'hommes mourront d'avoir voulu se mettre à la place de Dieu.»
(«Vertu de l'isolation», in *Coévolution* N° 8-9, printemps-été 1982)

L'homme doit donc rester à sa place, celle que lui ont assignée l'histoire, la géographie et la race : en 1943, il écrivait ainsi :

«Comme il est des chevaux de race et de trait, il est des types d'hommes possédant des qualités qui s'excluent plus ou moins». (*Et la nature ?*, Gérard de Buren, 1943.)

Et en 1972 :

«Je ne vais certes pas défendre le racisme. Il faut pourtant convenir qu'on peut tenir à sa race et à sa façon de vivre.»
(*Expansion et Nature*, Le courrier du livre, 1972).

Pour Hainard, la nature est à préserver parce qu'elle est fondamentalement autre, comme il l'explique dans *Et la nature ?* :

«La nature, c'est la vie hors de nous, le monde agissant par lui-même. C'est très exactement tout ce que l'activité la plus intelligente, l'organisation la plus efficace ne peuvent produire, tout ce dont il faut attendre patiemment la croissance, tout ce qu'on ne peut que ménager, respecter, réserver.»

Il ne s'agit donc pas d'aménager ou de transformer, comme le sous-entend le concept anthropocentrique d'environnement :

«La nature ne peut nous laisser, si nous l'aimons, d'autre soin que la défendre. Nous ne pouvons rien faire d'autre que la laisser faire, puisqu'elle est par définition (la mienne) ce qui vit par soi-même, en dehors de notre action.»

Dans cette perspective, le rationalisme est vu comme un intégrisme, dans la mesure où il ne pourra jamais rendre compte de la complexité sensuelle de l'organique : contrairement à Hegel, il considère la réalité comme irréductible à la raison. En conséquence, «vouloir faire entrer le souci de la nature dans les philosophies actuelles, c'est se condamner à l'échec, car elles ont toutes été conçues *contre* la nature». (*Expansion et Nature* ; c'est Hainard qui souligne.)

Hainard se déclare donc fort logiquement «fondamentalement panthéiste», opposé à la vision judéo-chrétienne qui a donné naissance à la civilisation industrielle. Et de regretter la vision de la nature des peuples germaniques :

«Pour eux, je crois que la nature a été autre chose et j'ai souvent rêvé de ce qu'aurait été leur civilisation si elle n'avait pas été absorbée par l'influence de Rome, de la Grèce, des Juifs et des Arabes.» (*Et la nature ?*, *op. cit.*)

Pour lui, comme pour Peccei, l'humanité est «le véritable cancer du monde» :

«Il faut revenir à la situation paléolithique qui a duré si longtemps : une espèce humaine pas trop nombreuse vivant des surplus d'une nature riche, variée, libre, qu'elle ne modifie que très localement. En utilisant les acquis les plus raffinés et les plus efficaces de l'époque néolithique.»

(Postface à Philippe Lebreton, *La nature en crise*, Sang de la Terre, 1988.)

Il souhaite encore «l'accès égal et intime à la nature d'une humanité en nombre modéré : une société entièrement aristocratique, sans autres ilotes que

les machines».

De façon cohérente avec les autres fanatiques malthusiens, il se déclare donc favorable à un triage de l'humanité, à un eugénisme aussi bien positif que négatif :

«On ne devrait pas rendre facile et trop avantageux d'avoir des enfants, ce qui pousse à la multiplication des individus inférieurs. Avoir des enfants devrait être un privilège et non un mérite.

«Cruel ou pas, je suis toujours plus persuadé de la nécessité d'une sélection et je m'étonne qu'on prenne tant de peine pour les débiles mentaux ou les drogués par exemple.» (*Expansion et nature, op. cit.*)

Nous avons longuement cité Hainard, car la paternité sulfureuse qu'il peut revendiquer sur le mouvement écologiste français est quasiment inconnue, voire soigneusement cachée par certains. D'autres pourtant la revendiquent, comme Antoine Waechter ou Philippe Lebreton.

D'autres naturalistes, comme Fairfield Osborn (*Notre planète saccagée*, 1948), sans être aussi extrémistes qu'Hainard, ont également joué un rôle formateur pour faire passer l'idée que la civilisation industrielle avait une influence mortifère sur la planète, qu'il fallait combattre à tout prix, sous peine de voir l'humanité disparaître.

Parmi les autres cris d'alarme lancés, citons encore les Américains Barry Commoner (*The closing circle*, 1971) et Rattray Taylor (*The Doomsday Book*, 1970) ou les Français Jean Dorst (*Avant que nature meure*, 1965) et Philippe Saint-Marc (*Socialisation de la nature*, 1971). Jean Dorst fut directeur du Muséum national d'Histoire naturelle, qui est depuis son passage une place-forte des écologistes. C'est d'ailleurs là que France-Nature-Environnement a son siège. Il faut enfin noter le livre sur le DDT de Rachel Carson (*Silent Spring*, 1962 ; voir annexe 3) et celui du couple Ehrlich sur la démographie (*Populations, ressources, environnement*, 1970), que nous avons déjà cité plus haut. Il faut donc bien voir que ces conceptions existaient déjà avant le rapport du Club de Rome, mais elles avaient une influence limitée car elles étaient cantonnées soit dans des milieux naturalistes, soit à un petit nombre d'intellectuels. C'est le coup de tonnerre de *Halte à la croissance ?* conjugué à la crise pétrolière qui va imposer définitivement ces conceptions au sein des institutions internationales et dans les départements ministériels de nombreux gouvernements occidentaux.

Vers le mouvement antinucléaire

Revenons donc à ceux qui ont instrumentalisé les conceptions créées par d'autres. En 1974, un ami de Peccei, Richard Gardner, publie *Le difficile chemin vers l'ordre mondial*. Au même moment, le Club charge l'économiste hollandais Jan Tinbergen de coordonner un groupe d'études, dont le rapport final sortira en 1976 sous le titre *Restructurer l'ordre international*. Avec la Commission Brandt pour les rapports nord-sud, ce rapport du Club constitue l'approche colonialiste «de gauche» aux problèmes du tiers monde : pas de transfert de technologie avancée aux pays sous-développés (imposer les techniques occidentales serait «impérialiste») mais plutôt des «technologies appropriées» capables de satisfaire leurs «besoins fondamentaux». A ceci, il faut bien sûr ajouter la sempiternelle requête de réduction de la population. Ce rapport fut financé par le gouvernement hollandais du social démocrate Joop den Uyl. Toujours en 1976, les Anglais Dennis Gabor et Alexander King, associés aux Ita-

liens Umberto Colombo et Riccardo Galli, publient une autre étude sous la bannière du Club, financée elle par le ministère canadien de l'Économie et de la Technologie : *La fin du gaspillage*. Les recommandations sont habituelles : il faut économiser l'énergie, réduire le taux de croissance économique ; les pays sous-développés doivent utiliser des technologies à basse intensité capitaliste et des ressources locales, comme le bois ou la biomasse, il faut préférer l'énergie solaire au nucléaire, etc. Colombo était alors le directeur de l'ENEA, l'agence italienne pour les énergies alternatives, ce qui avait été autrefois le Comité national pour l'énergie nucléaire.

Il faut soulever à ce sujet une considération historique : les malthusiens n'ont jamais essayé d'éviter une crise, bien au contraire. Ils avaient désespérément besoin d'une crise pour avoir une chance de faire passer leurs plans. L'hystérie des «ressources limitées» se propagea jusqu'aux pays producteurs de pétrole et provoqua leur décision, après la guerre israélo-arabe de 1973, d'augmenter le prix du pétrole de 300%. La grande majorité des dirigeants de ces pays, en particulier les diplomates et les économistes, avaient été éduqués et manipulés dans des centres occidentaux qui étaient les places-fortes du malthusianisme : universités prestigieuses, agences de l'Onu telles que l'Unesco, l'UNITAR, le PNUE et autres. Plusieurs dirigeants arabes et israéliens ont accusé le département d'État de Henry Kissinger d'avoir favorisé, sinon préparé, la guerre de 1973, dans le but d'imposer ensuite une solution négociée avec les Russes : la gestion de crise dont parlait Brzezinski quelques années auparavant. Les multinationales du pétrole, les fameuses «sept sœurs», dont les dirigeants reviennent sans arrêt dans la liste des bailleurs de fonds des organisations écologistes et malthusiennes, ne subirent pas du tout les effets de cette crise, bien au contraire, puisqu'elles se contentèrent de répercuter les augmentations de prix et ramassèrent au passage de substantiels profits supplémentaires, aussi bien sur leurs enlèvements aux pays de l'OPEP que sur le brut qu'elles extrayaient aux États-Unis et dans les pays non-membres de l'OPEP. Ceux qui subirent furent les consommateurs, industriels et particuliers, dans les pays occidentaux et surtout dans les pays du tiers monde non-producteurs.

Ainsi, avec la crise pétrolière, les cercles financiers ouvraient une autre «brèche» dans leur assaut contre la citadelle de la société industrielle. La propagande du rapport *Halte à la croissance ?* se vit confirmée par l'austérité et l'augmentation du prix du pétrole imposées par la crise de 1973-1974. Qu'il suffise de rappeler les limites de température imposées en France dans les immeubles, ou les interdictions de circuler aux Pays-Bas et en Belgique. L'étape suivante consistait à saboter à tout prix ce qui devait apparaître tôt ou tard comme la solution aux ressources pétrolières limitées : l'énergie nucléaire allait ainsi devenir l'ennemi absolu, à combattre en priorité, non pas tant parce qu'elle concurrençait le pétrole, mais parce qu'elle symbolisait la technologie la plus avancée dans le secteur de l'énergie, lui-même moteur de la civilisation industrielle. Pour atteindre cette dernière, il fallait tirer sur le cheval qui se tenait en tête de l'attelage.

Peccei écrivait ainsi en 1974 :

«La faisabilité de la production d'énergie au moyen de la fusion nucléaire n'est pas encore démontrée, au point que, même en intensifiant les recherches, on ne peut faire des programmes sûrs en se basant sur elles. (...) La fission nucléaire (...) est problématique, surtout sous l'aspect de son acceptabilité sociale, vu les préoccupations considérables et justifiées qui naissent au sujet de la sécurité des installations et de leur protection. (...) Je suis plus pessimiste et plus radical que mes amis scientifiques. (...) Je suis prêt à soutenir que la société humaine n'est pas assez propre, sûre et digne de confiance pour cela. (...) Choisir l'option nucléaire sans avoir d'abord préparé la société (dans le sens de l'humanité toute entière) est téméraire et irresponsable».

ble. Quand ils s'enivrent aujourd'hui, en découvrant le pouvoir de cette drogue, comme je l'ai appelée, ils le font encore à des doses minuscules, mais ils condamnent leurs successeurs à se confier totalement à elle, demain.»

Le pessimisme cosmique d'Aurelio Peccei n'offre pas grande alternative : le pétrole se raréfie et coûte cher, la fusion est une chimère et en ce qui concerne la fission, nous ne pouvons pas faire confiance à l'homme. Que reste-t-il ? Derrière les belles paroles sur les énergies nouvelles, c'est le retour aux siècles obscurs.